

L'Alliance sociale se prépare pour le prochain budget provincial

Jean-Patrice DESJARDINS • jean-patrice.desjardins@hebdomasquebecor.com

Une toute nouvelle organisation, l'Alliance sociale, a interpellé les députés des Laurentides le 14 décembre dernier. L'organisme a vu le jour en novembre et regroupe sept organisations syndicales québécoises (FTQ, CSN, CSQ, CSD, SFPQ, APTS et SPGQ) ainsi que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Le 14 décembre, quelques représentants de l'Alliance sociale ont fait le tour des bureaux de député dans les Laurentides avec comme slogan *Un autre Québec est possible*. L'Alliance sociale ne s'en cache pas, elle veut «contrer le discours de droite» véhiculé dans l'opinion publique à l'approche des consultations prébudgétaires du ministre des Finances du Québec, **Raymond Bachand**.

«Nous croyons fermement que des solutions progressistes peuvent être apportées aux problèmes sociaux et économiques actuels. C'est pourquoi nous interpelons tous les élus à l'Assemblée nationale afin qu'ils les soutiennent», a déclaré **Louise Jetté**, présidente de Conseil central des Laurentides pour la CSN, à la sortie d'une rencontre avec le député de Prévost, **Gilles Robert**.

L'Alliance sociale demande la fin des compressions budgétaires qui mettent en péril les services à la population et les programmes sociaux nécessaires, selon eux, surtout en période de difficulté économique.

«Le ministre Bachand doit cesser de prétendre que son budget n'entraînera pas de coupes dans les services offerts à la population. Son approche doit être modifiée. Les services publics et les programmes sociaux sont des leviers dans le développement de notre région et des remparts contre la pauvreté et l'exclusion sociale», poursuit **Réal Richard**, vice-président régional de la FTQ.



Photo L'Écho du Nord/Le Mirabel par Jean-Patrice Desjardins
Quatre représentants de l'Alliance sociale, Louise Jetté (CSN), Réal Richard (FTQ), Ginette Chantal Pagé (APTS) et Jean Dumais (syndicat des enseignants de la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord).

Un nouveau palier d'impôt?

L'Alliance sociale souhaite des services de qualité en santé et en éducation de même que de bons programmes sociaux, donc de nouveaux investissements. L'Alliance milite pour l'adoption d'une nouvelle politique fiscale. Elle trouve inacceptable la mise en place de la franchise santé de 200 \$.

«Le gouvernement devrait plutôt resserrer la fiscalité des entreprises et mettre un terme à l'évitement fiscal. On parle ici d'un 4e palier d'imposition pour les revenus annuels supérieurs à 127 000 \$», ajoute **Ginette Chantal Pagé** de l'APTS (Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux).

L'interpellation faite auprès des députés marque le début d'une série d'actions que mènera l'Alliance, qui compte participer activement aux consultations prébudgétaires du ministre des Finances.